

# L'ESS PEUT-ELLE COMPTER SUR LES ÉCONOMISTES POUR DEVENIR LA NORME ?

Restituant les résultats d'un travail initié par le Labo de l'ESS en partenariat avec la Chaire « Territoires de l'ESS » (TerrESS) de Sciences Po Bordeaux, l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques, et avec le soutien de l'Institut CDC pour la Recherche, l'ouvrage *Regards d'économistes sur l'économie sociale et solidaire* – qui sortira le 15 septembre aux éditions Le Bord de l'Eau – confronte les paroles d'une vingtaine d'économistes de renom sur leur vision de l'ESS, tant en tant que champ d'étude que du point de vue plus général de ses apports à notre société et de ses enjeux contemporains.

Révlant les continuités et les évolutions de leurs regards par rapport aux résultats d'un travail similaire mené dix ans plus tôt, le livre pose en creux la question du rôle que peuvent jouer les économistes non seulement dans la connaissance de l'ESS et de ses pratiques, mais aussi dans sa reconnaissance en tant que modèle économique préfigurant un dépassement du capitalisme néolibéral.

## L'ESS, UNE ÉCONOMIE EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ SCIENTIFIQUE

### L'ESS, un champ d'étude toujours marginal pour la science économique

L'enquête *Les économistes interrogent l'économie sociale et solidaire*, menée en 2013 par le regretté Philippe Frémeaux<sup>1</sup> pour le Labo de l'ESS et l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, faisait état de « l'inintérêt relatif des économistes pour l'économie sociale et solidaire »<sup>2</sup>. De ce point de vue, le travail réalisé en 2022-23 révèle malheureusement une certaine continuité : l'ESS demeure encore aujourd'hui un champ d'étude rarement exploré par les sciences économiques.

Peu de chercheur·euse·s de ce domaine ont fait de l'ESS leur principal objet d'analyse et, plus globalement, peu d'économistes la prennent en compte dans leurs travaux. Le constat vaut y compris pour les économistes se revendiquant « hétérodoxes », dont la surreprésentation parmi

les personnes ayant accepté de répondre à l'enquête indique néanmoins une plus grande affinité au sujet. De plus, si comme en 2013 une grande majorité des économistes interrogé·e·s donnent de l'ESS une définition satisfaisante au regard de celle proposée par la loi (y compris en y introduisant parfois un point de vue critique), leur connaissance concrète de l'ESS et de ses structures est inégale et souvent partielle : les coopératives (en particulier les sociétés coopératives de production – SCOP) sont bien souvent citées, les associations le sont relativement moins au regard de leur poids prédominant parmi les organisations de l'ESS, les mutuelles sont nommées par quelques-un·e·s et les fondations sont peu évoquées. Les sociétés commerciales de l'ESS ne semblent pas citées.

<sup>1</sup> Journaliste engagé, Philippe Frémeaux (1949-2020) a été le rédacteur en chef d'Alternatives Économiques et président de la société coopérative de production (SCOP) qui l'édite. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire* (Éd. Les Petits Matins, 2011).

<sup>2</sup> FRÉMEAUX, P. (2013). *Les économistes interrogent l'Économie sociale et solidaire*. Note de synthèse, pp. 15-18

Ce relatif désintérêt de la science économique pour l'ESS n'est pas un phénomène récent : parmi les principales raisons citées pour expliquer cette marginalité, les économistes interrogé-e-s évoquent **la faiblesse conceptuelle de l'ESS à laquelle il manque un corpus cohérent de textes qui permettrait d'en dégager une théorie générale**, associée à des auteurs reconnus. Cette faiblesse renvoie, en miroir, à une autre raison souvent invoquée : parce qu'elle se pose d'emblée en une économie a-capitaliste, centrée sur l'utilité sociale et l'intérêt général ainsi que l'action collective et la coopération, **l'ESS s'accorde mal avec la théorie économique dominante**, néoclassique, qui fait de la maximisation du profit individuel son principe et du marché la forme privilégiée de régulation. Une autre raison évoquée pour expliquer la méconnaissance de l'ESS par les économistes – également en lien avec la difficulté à lui associer une théorie propre – est **l'hétérogénéité des organisations qui la composent**.

À la lecture des témoignages rapportés, l'ESS semble donc prise dans un cercle vicieux qui la relègue à la périphérie des sciences économiques : n'ayant pas bénéficié d'une théorie spécifique – *a contrario* des modèles économiques libéraux

par rapport à qui elle nage à contre-courant – l'ESS n'est pas parvenue à s'imposer comme un champ d'étude à part entière, permettant de la conceptualiser à la fois dans son unité et dans sa diversité. Peu connue et reconnue dans la sphère des économistes, **elle est dès lors rarement enseignée et les thèses de recherche sur le sujet sont encore trop peu encouragées et même soutenues**, ce qui contribue à reproduire sa marginalité.

Ces explications témoignent d'une certaine constance de raisonnement par rapport aux entretiens menés en 2013. Un prisme nouveau, bien que brièvement introduit par Jean Gadrey<sup>3</sup> durant la première enquête, est néanmoins développé dans l'analyse proposée par l'ouvrage : **la faiblesse théorique de l'ESS s'expliquerait également par la cécité partielle vis-à-vis du niveau méso** – celui des territoires et des filières – qu'entretenait, jusqu'à récemment, une science économique scindée entre échelle *micro* et *macro*<sup>4</sup>. L'une des spécificités de l'ESS étant l'importance qu'elle accorde à son ancrage territorial et à la coopération locale, celle-ci échappe aux radars de la théorie économique.

## Une reconnaissance en progrès, dans un contexte favorable à la recherche d'alternatives

C'est du côté des apports de l'ESS à notre société que la comparaison entre les deux enquêtes révèle un véritable contraste. Alors que le caractère limité de la contribution de l'ESS à notre société était très largement souligné dans les entretiens menés en 2013, ceux menés dix ans après révèlent **une plus grande reconnaissance des bienfaits de son action**.

Sans que les points de vue soient unanimes et qu'ils ne fassent de l'ESS une économie dénuée d'imperfections, **les économistes mettent plus fortement en avant la capacité de l'ESS à incarner un contre-exemple face au modèle du tout-marché et du tout-profit**, un modèle d'entreprise animé par un esprit de coopération, d'égalité démocratique. En somme, l'ESS serait la preuve vivante, bien qu'incomplète, qu'une autre façon de faire l'économie est possible. Pour plusieurs d'entre elles, l'ESS pallie pour partie les défaillances du marché, même si ce rôle comporte le risque de s'enfermer dans une position simplement réparatrice. En outre, en faisant surgir les citoyen-ne-s au cœur de l'économie, l'ESS constitue, pour une partie des interrogé-e-s, une instance intéressante de régulation, aux côtés du marché et de la puissance publique.

Une autre partie de l'ouvrage s'intéresse au rôle de l'ESS face aux grandes crises contemporaines. L'ESS y est globalement reconnue par les économistes comme **un modèle pertinent pour lutter contre les délocalisations, les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement**. Ce dernier point fait d'ailleurs l'objet d'une attention particulière par rapport aux entretiens de 2013, les économistes soulignant la pertinence d'un modèle d'entreprendre décentré du profit, pour développer des actions intégrant sérieusement les enjeux environnementaux. Plusieurs d'entre elles insistent tout de même davantage sur l'importance de la puissance publique pour fournir un cadre propice à une transition écologique juste, dans le cadre de laquelle l'ESS a néanmoins définitivement un rôle important à jouer<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Jean Gadrey est un économiste, spécialiste entre autres sujets de la question des indicateurs de richesse. Il est par exemple l'auteur d'*Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire* (Les Petits Matins, 2010) et, avec Aurore Lалуca, de *Faut-il donner un prix à la nature ?* (Les Petits Matins, 2015).

<sup>4</sup> Voir *a contrario* les travaux de Nadine Richez-Battesti sur le sujet, par exemple RICHEZ-BATTESTI, N & VALLADE, D. (2017). ESS, territoire et régime de solidarité : l'innovation sociale comme levier pour une « ville solidaire » ? *Management & Avenir*, (97), pp. 105-127. URL : [file:///C:/Users/flori/Downloads/MAV\\_097\\_0105-2.pdf](file:///C:/Users/flori/Downloads/MAV_097_0105-2.pdf) ou encore COLLETIS, G., GIANFALDONI, P. & RICHEZ-BATTESTI, N. (2005). Économie sociale et solidaire, territoires et proximité. *Revue internationale de l'économie sociale*, (296), pp. 8-25. URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/recma/2005-n296-recma01112/1021859ar/>.

<sup>5</sup> Ces réflexions rejoignent les récents travaux du Labo de l'ESS sur le sujet. Pour en savoir plus : <https://www.lelabo-ess.org/transition-ecologique-juste>

En conséquence, les apports de l'ESS excèdent largement ce que mesure son poids dans le produit intérieur brut (PIB)<sup>6</sup>. L'indicateur, construit sur la base d'une somme des valeurs ajoutées économiques est donc mal adapté pour révéler la multiplicité des richesses créées par les organisations de l'ESS<sup>7</sup>, ce qui renvoie l'ESS à la nécessité de défendre d'autres formes de valorisation de ses actions.

Pour autant, l'ESS fait face à **plusieurs faiblesses**. Outre l'hétérogénéité dans ses rangs, les économistes interrogés soulignent son incapacité à atteindre une intensité capitaliste suffisante pour être concurrentielle dans certains domaines, sa dépendance aux subventions (bien que nombre d'entre elles insistent sur le fait que le recours à l'aide publique est une modalité légitime de financement de l'ESS et relativisent cette supposée dépendance) et enfin la concurrence accrue de l'« économie à impact ». S'il-elle-s ne mentionnent pas de secteurs inaccessibles à l'ESS *a priori*, ces faiblesses tendent à expliquer l'inégalité de sa force entre ces différents domaines. De ce fait,

interrogés sur les secteurs dans lesquels l'ESS doit concentrer ses efforts, les économistes pointent en grande partie ceux où elle a la capacité de proposer des modèles de rupture avec les logiques capitalistes : la transition écologique, le social et le *care* notamment.

À l'aune des témoignages analysés, il semblerait donc que l'ESS bénéficie d'une meilleure connaissance et reconnaissance parmi les économistes, même si les biais liés au panel (nombre restreint d'économistes interrogés, sur-représentation des « hétérodoxes ») amènent à relativiser ce constat. Toujours est-il que, à la faveur d'un contexte *a priori* favorable à la remise en cause des prismes économiques dominants depuis les années 1980, **l'ESS semble pouvoir aspirer à une place renforcée dans les sciences économiques**. La très récente parution d'un ouvrage<sup>8</sup> dédié à l'économie sociale et solidaire sous la plume d'une des figures majeures de la théorie de la régulation, Robert Boyer, serait-elle un signe des temps ?

## ESS ET ÉCONOMISTES : UN RAPPROCHEMENT NÉCESSAIRE POUR TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ?

### Renforcer le poids de l'ESS dans l'analyse économique : un travail à poursuivre

Inscrire l'ESS dans les théories économiques semble donc possible mais demeure une lutte au long cours, tant elle reste encore peu considérée, ou tout du moins prise au sérieux, par la majorité des économistes.

L'ouvrage dessine deux pistes principales pour renforcer le poids de l'ESS dans l'analyse économique. La première concerne **les liens à créer entre ESS et des théories économiques** reconnues pour éclairer les spécificités de cette économie sous des angles nouveaux. Sont notamment citées la théorie des communs – qui connaît une popularité scientifique croissante depuis que sa principale représentante, Elinor Ostrom, s'est vue récompensée du prix Nobel d'économie en 2009 – et les théories de la comptabilité, telles que le modèle C.A.R.E. (Comprehensive Accounting in Respect of Ecology)<sup>9</sup>.

Le second levier évoqué est le **renforcement de l'attention donnée à l'ESS dans les programmes d'enseignement de l'économie**, tant pour le secondaire que l'enseignement supérieur. De ce point de vue, des initiatives telles que « Mon Entreprise Sociale et Solidaire à l'École » portée par l'ESPER<sup>10</sup> sont à développer. La création de chaires de recherche dédiées est également un moyen de faire rentrer l'ESS dans l'enclenche universitaire.

<sup>6</sup> Bien que régulièrement indiqué à 10%, le poids de l'ESS dans le PIB est en fait plutôt estimé à environ 5 ou 7%, selon les chiffres estimés par l'INSEE. Source : INSEE. (2014). L'économie sociale, des principes communs et beaucoup de diversité. URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281365> Voir également : KAMINSKI, P. (2009). Le poids de l'économie sociale dans le PIB : entre 6 et 7 % ? Recma n°312, p. 84-88

<sup>7</sup> Voir notamment l'entretien avec Éloi Laurent publié dans Alternatives Économiques : Alternatives économiques. (2023). Eloi Laurent : « L'économie sociale et solidaire doit s'investir dans l'économie verte et dans celle du bien-être ». Publié en ligne le 21/03/2023. URL : <https://www.alternatives-economiques.fr/eloi-laurent-leconomie-sociale-solidaire-sinvestir-1/00106219>

<sup>8</sup> BOYER, R. (2023). L'Économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXIe siècle ? Éd. Les Petits Matins, coll. Mondes en transitions, 144 pages

<sup>9</sup> Pour en savoir plus : <https://www.cerces.org/care>

Le rapprochement de l'ESS avec les sciences économiques passe aussi par **le terrain**, les initiatives de l'ESS pouvant inscrire la collaboration avec des chercheur-euse-s dans leur démarche de R&D. Les [pôles territoriaux de coopération économique](#) (PTCE) offrent des exemples tout à fait intéressants de collaboration avec des chercheur-euse-s – économistes notamment – pour partie en associant ceux-celles-ci à la constitution de ces dynamiques collectives<sup>11</sup>. Les Conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre), permettant à une entreprise de recruter un-e doctorant-e avec l'aide financière de l'État et l'encadrement d'un laboratoire, sont un dispositif intéressant pour multiplier les thèses sur l'ESS.

Enfin, les organisations de l'ESS peuvent contribuer à la mise à l'agenda politique des enjeux de rapprochement entre sciences économiques et ESS par le biais d'actions événementielles et de plaidoyer.

## Renverser la norme : une nouvelle hégémonie culturelle à construire sur tous les fronts

Pour autant, la recherche d'une plus grande reconnaissance par les sciences économiques – toute aussi légitime et importante soit-elle – ne doit pas nous détourner du fait que **l'économie occupe une place démesurée, tant au regard des autres disciplines scientifiques que dans le fonctionnement global de notre société**. Parce que l'ESS propose une approche de l'économie encastrée dans une vision politique et sociale<sup>12</sup>, subordonnée à des valeurs premières, c'est avant tout par une approche pluridisciplinaire – où l'économie a bien sûr sa place – qu'elle saura faire valoir ses apports et développer une introspection, y compris critique, prenant compte de la multiplicité de ses dimensions et de ses potentialités. Citons Éloi Laurent :

« Non, l'économie standard est condamnée par ses limites intellectuelles très profondes et par sa *bunkérisation* institutionnelle. Elle est incapable de penser l'environnement ou les liens sociaux. Il faut la laisser glisser tranquillement vers l'insignifiance et forger de nouvelles alliances avec les sciences du vivant et du lien social, qui sont d'ailleurs déjà en cours. Une grande alliance est en train de se former entre les sciences de l'environnement et les humanités pour contourner l'économie<sup>13</sup>. »

La question de la marginalité de l'ESS en économie renvoie donc plus largement à la nécessité d'un renversement culturel visant à mettre la coopération, la solidarité et la recherche d'une utilité sociale et environnementale au centre des préoccupations de nos sociétés. L'ESS gagnera difficilement en poids dans la recherche économique sans renforcer plus globalement son influence, en mettant en valeur tant la pertinence que l'efficacité de ses modèles et en se positionnant à l'avant-garde des enjeux contemporains. N'attendons pas trop des économistes, **la bataille culturelle se joue sur tous les fronts**.

<sup>10</sup> Pour en savoir plus : <https://www.cerces.org/care>

<sup>11</sup> Voir : FRAISSE, L. (2021). Pôles territoriaux de coopération économique –(PTCE). Premier panorama des démarches de R&D. Le Labo de l'ESS. URL : [https://www.lelabo-ess.org/system/files/2021-01/premier\\_panorama\\_des\\_demarches\\_de\\_r\\_d.pdf](https://www.lelabo-ess.org/system/files/2021-01/premier_panorama_des_demarches_de_r_d.pdf)

<sup>12</sup> À l'inverse des visions libérale puis néolibérale qui tendent à faire de l'économie une sphère autonome, détachée et prédominante par aux sphères politiques et sociales. Voir : POLANYI, K. (2009). La Grande Transformation. Gallimard, coll. TEL, 476 pages

<sup>13</sup> Alternatives économiques. (2023). Eloi Laurent : « L'économie sociale et solidaire doit s'investir dans l'économie verte et dans celle du bien-être ». Publié en ligne le 21/03/2023. URL : <https://www.alternatives-economiques.fr/eloi-laurent-leconomie-sociale-solidaire-sinvestir-l/00106219>

SUIVEZ-NOUS !

Le Labo de l'ESS  
5, rue Las Cases - 75007 Paris  
01 80 05 82 00  
[contact@lelabo-ess.org](mailto:contact@lelabo-ess.org)

 [lelabo-ess.org](https://www.lelabo-ess.org)

 [@lelabo\\_ess](https://twitter.com/lelabo_ess)

 [lelaboess](https://www.facebook.com/lelaboess)

 [Le Labo de l'ESS](https://www.linkedin.com/company/lelabo-ess)